

TORNATA DEL 6 FEBBRAIO 1852

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE BARONE MANNO.

SOMMARIO. Omaggio — Relazioni: sul bilancio passivo delle strade ferrate pel 1852 e su quello delle spese generali per lo stesso anno — Seguito della discussione sul bilancio passivo dell'azienda generale di guerra pel 1852 — Discorso del senatore Della Torre, e risposta del ministro della guerra — Replica del relatore alle osservazioni del ministro della guerra — Considerazioni generali del senatore Gailli.

La seduta è aperta alle ore 2 e 3/4 pomeridiane.
Il processo verbale dell'ultima tornata è letto ed approvato.

OMAGGIO.

PRESIDENTE. Il sindaco della città di Torino fa omaggio al Senato di una quantità d'esemplari stampati della statistica dell'istruzione primaria in questa capitale.

RELAZIONE SUL BILANCIO DELLE STRADE FERRATE PEL 1852.

PRESIDENTE. La parola è al senatore Mosca relatore del bilancio passivo delle strade ferrate pel 1852.

MOSCA, relatore, presenta la detta relazione. (Vedi vol. Documenti, pag. 1083.)

RELAZIONE SUL BILANCIO DELLE SPESE GENERALI PEL 1852.

PRESIDENTE. Il senatore Giulio depone sul tavolo della Presidenza il suo rapporto sul bilancio delle spese generali dello Stato, il quale sarà dato alle stampe insieme a quello di cui si è udita lettura, e distribuito ai signori senatori. (Vedi vol. Documenti, pag. 1089.)

SEGUITO DELLA DISCUSSIONE DEL BILANCIO DELLA GUERRA PEL 1852.

PRESIDENTE. Continua la discussione sul bilancio generale della guerra, e la parola è al signor maresciallo Della Torre.

DELLA TORRE. Messieurs les sénateurs, je prends la parole surtout pour appuyer fortement le vote de la Commission.

Je suis convaincu, comme elle, que l'état de nos finances ne nous permet pas d'entretenir, en temps de paix, 47 mille hommes de troupes permanentes sous les armes; je suis convaincu, comme elle, qu'il ne convient pas de créer actuellement 24 nouveaux bataillons.

Monsieur le ministre nous a dit qu'il est juste que les ministres aient une certaine latitude, afin qu'ils ne soient pas

dans la position de ne pouvoir rien faire sans demander préalablement l'autorisation d'agir. J'admets cela comme mesure générale; mais la création de 24 bataillons nous donnerait une forte variation, et je ne crois pas que sous un Gouvernement absolu, et, à plus forte raison, sous un Gouvernement constitutionnel, un ministre puisse, de son propre chef, charger l'Etat de l'entretien de 24 bataillons.

Je suis d'autant plus contraire à cette nouvelle création, que je prévois que nous n'aurions pas de soldats à mettre dans ces 24 cadres qui pèseraient inutilement sur le trésor dans un moment où nos finances ne nous permettent pas de faire une pareille dépense. Je crois, messieurs, qu'après mûre réflexion nous conviendrons tous que l'Etat ne peut plus marcher longtemps dans la voie dispendieuse où il s'est engagé.

Nous sommes en paix; si nous nous épuisons pendant la paix, que ferons-nous quand la guerre arrivera? Vous avez vu, l'expérience en est récente, qu'en 1848 et 1849 nous n'avons pas pu réussir à contracter un emprunt. Nous nous sommes adressés à Paris, à Londres, à Amsterdam, à Francfort, et même à Saint-Petersbourg, et partout nous avons reçu la même réponse: Faites la paix, nous vous donnerons de l'argent. Soixante ans auparavant, dans la guerre que nous avons soutenue aux Alpes, et qui a duré cinq années, on a aussi cherché de l'argent, mais il n'a pas été possible de réaliser un emprunt; enfin, on s'est décidé à envoyer des diamants en Hollande, et on a reçu une somme équivalente à la valeur de ces diamants; mais ce n'était pas là un emprunt, c'était simplement un dépôt, un gage sur lequel on prêtait. Il faut, messieurs, que nous nous pénétrions de cette vérité; lorsque la guerre viendra, nous aurons à nous défendre, et si, par malheur, nous manquons d'argent, il nous sera impossible de soutenir le rôle convenable que nous devons jouer dans une pareille circonstance.

Messieurs, je vous ai parlé de paix, parce que je crois à la paix; mais monsieur le ministre a paru vouloir surtout conserver l'armement actuel à cause, dit-il, des éventualités prochaines qui peuvent se présenter. Quant à moi, je ne prévois aucune de ces éventualités prochaines, et je saisis cette occasion pour me permettre de vous dire, en peu de mots, dans quelle position me paraît être l'Europe en ce moment sous ce rapport.

L'Angleterre arme, c'est vrai; mais ce n'est pas sans motifs; elle a à soutenir la guerre des Cafres, elle a des difficultés sérieuses avec l'Amérique, difficultés qui n'amèneront

pent-être pas la guerre, mais elles sont sérieuses, je le répète, et existent maintenant dans toute leur force. Ajoutez à cela l'agitation causée dans le pays par la fameuse question des titres ecclésiastiques; cela a été un vrai brandon de discorde que le parti *wigh* a laissé tomber sur le pays sans songer qu'il avait sollicité un établissement d'évêchés en Irlande. Ce que le pape peut faire en Irlande, il peut le faire également en Angleterre. Il est résulté de cette affaire une grande fermentation dans le pays, elle est surtout grave en Irlande; les deux partis sont en présence. Joignez encore à cela la rivalité de pouvoir qui existe entre les *torys* et les *wighs*, les divisions entre les protectionnistes et les partisans du libre échange, et enfin l'attitude nouvelle que prennent les ouvriers.

Ce n'est encore qu'un premier pas; si les choses en restaient là, les conséquences ne seraient pas sérieuses; mais lorsque de tels mouvements commencent, on ne sait pas quand et comment ils se termineront; le Gouvernement anglais fait prudemment d'armer dans de semblables circonstances.

Pour arriver à ce but, il se trouve dans la nécessité de répandre des bruits de guerre, il ne peut pas dire: j'arme contre vous; mais, croyez-le, l'Angleterre ne se lancera pas dans une guerre continentale; si elle est forcée de faire la guerre, ce sera une guerre maritime, et nous n'aurons pas à y prendre part.

Quant à la France, elle est notre voisine immédiate; le prince qui, avec une rare habileté et une grande énergie, vient d'établir son pouvoir, qui a été confirmé par 7,500,000 suffrages, a clairement indiqué quelle est la marche qu'il a l'intention d'imprimer à son Gouvernement. Respecter la religion, extirper le socialisme, rétablir fortement l'ordre et l'autorité, depuis si longtemps ébranlés en France, voilà son but; mais pour l'atteindre, il faut la paix; et tous les messages du prince à l'étranger parlent de paix, et prouvent que son principal désir est le maintien de la paix.

Venons à l'Autriche, notre autre voisine: cet empire, qui a failli être abattu par une double révolution, et qui, en même temps, a été assailli par deux guerres, est, fort heureusement pour lui, sorti de toutes ces difficultés. Les difficultés extérieures ont disparu; mais cet empire a, comme vous le savez, répudié le Gouvernement parlementaire dont, dans le fait, l'application paraissait impossible dans un Etat composé de tant de nations différentes et parlant des langues diverses. Mais l'ancien Gouvernement n'a pas été purement et simplement rétabli, on a inauguré une chose nouvelle, et vous n'ignorez pas, messieurs, que toute nouveauté a besoin de temps et de calme pour s'établir, se développer et se consolider. L'Autriche a également besoin de calme pour rétablir ses finances, qui se sont gravement ressenties des événements qui ont eu lieu dans ces dernières années.

Donc tout conseille à l'Autriche la paix; et jusqu'ici elle paraît avoir la ferme volonté de la maintenir.

Quant à la Prusse, elle a conservé le Gouvernement parlementaire, elle est comme elle était il y a deux ou trois ans, mais chaque année elle rencontre des difficultés dans la marche de ce Gouvernement.

Actuellement elle a fait l'adjonction des Etats, et je pense qu'elle ne peut pas plus se passer que les autres puissances de paix et de tranquillité, afin que rien de fâcheux ne vienne troubler ses arrangements intérieurs.

Elle a contracté une étroite alliance politique avec la Russie et l'Autriche qui garantit d'avance que les discussions d'intérêts mercantiles, les seules qui existent, n'amèneront

pas la guerre. L'affaire de la diète de Francfort vient de s'arranger; l'intérêt commun depuis longtemps entre les deux monarchies, fait qu'elles finissent toujours par se mettre d'accord et par agir de concert.

Quant à la Russie, vous savez que depuis ces dernières années son puissant monarque s'est toujours montré prêt à faire la guerre pour réprimer la révolution; il a dit: mes armées sont disponibles pour cet effet, mais il s'est toujours fortement opposé aux guerres politiques. Vous avez vu quel soin il a mis pour terminer la question du Danemark; il a renoncé à des droits de succession, il a fait des sacrifices qu'il n'aurait peut-être pas faits dans une autre circonstance. C'est aussi principalement à lui que l'Europe est redevable de l'accord qui existe maintenant entre l'Autriche et la Prusse. Enfin, messieurs, ses rapports avec la Turquie sont toujours pacifiques; vous voyez donc qu'aucune puissance ne veut la guerre, aucune n'a un intérêt actuel à en courir les chances périlleuses.

Nous pouvons donc, messieurs, nous flatter très-raisonnablement d'être entrés dans une période de paix; je n'en garantis pas la durée parce qu'il arrive de ces événements imprévus que la sagesse humaine est impuissante à conjurer, mais actuellement on ne prévoit aucun de ces événements.

Messieurs, il serait donc très-sage de notre part de profiter de ce temps de tranquillité pour remettre nos finances en bon ordre. De longtemps elles ne seront prospères, je le sais; mais nous pourrions sortir de cet état par trop dispendieux qui exige que chaque année nous fassions un emprunt, que nous augmentions notre dette, et qui nous mène à la banqueroute; car comme nous marchons, nous ne pouvons pas ne pas aboutir à ce déplorable résultat.

Si monsieur le ministre de la guerre est dans cette enceinte...

Motte vocl. Oui, il est présent.

DELLA TORRE..... Je le prie de réfléchir au tableau de l'Europe que je viens de tracer. Qu'il cherche, qu'il trouve une puissance de l'Europe qui ait un intérêt présent à faire la guerre.

Il faut pour cela qu'une puissance soit gravement blessée dans ses intérêts ou dans sa dignité; mais aucune des grandes puissances ne se trouve dans cette situation, et rien de pareil ne s'annonce sur l'horizon politique.

Quant aux armements anglais, on les fait afin que l'Amérique sache bien que l'Angleterre est armée; d'un autre côté, elle a besoin de troupes contre les Cafres, et contre ceux qui la menaceraient dans ses possessions du Canada.

J'ai très-peu de choses à dire concernant la partie militaire, qui a été traité d'une manière supérieure par quelques uns de nos honorables collègues; mais monsieur le ministre de la guerre a bien voulu citer toute la partie militaire de mon dernier discours en me donnant, sauf toutefois sur un point, sa pleine adhésion.

Il a reconnu comme moi que le système contingentale que nous avons a un grave inconvénient; en effet, quand on se prépare à la guerre, une masse de *semi-recrues* (monsieur le ministre a employé l'expression dont je me suis servi moi-même) vient déranger l'organisation; mais il a dit qu'il ne partageait pas mon opinion sur les provinciaux; soit, je laisse les provinciaux de côté; je ne tiens pas au mot, mais à la chose; monsieur le ministre n'a peut-être pas réfléchi que les 47 mille hommes ne sont que la continuation du système contingentale.

Qu'avons nous sous les armes? Les contingents 1, 2, 3 et 4. En effet, comme ils sont d'environ onze mille et quelques

certaines d'hommes, cela fait le compte; mais nous avons en congé les 8, 6, 7 et 8. Voulez-vous que ce soit une force complètement perdue? Alors donnons des congés absolus; si nous n'en voulons plus, pourquoi les congés illimités? Mais ainsi nous nous condamnons à n'avoir que les 47 mille hommes présents maintenant.

Mais observez qu'on n'a pas donné de congés absolus, mais simplement des congés illimités; on compte donc en tirer parti en cas de guerre; or, n'ayant point préparé de cadres particuliers pour eux, nous serions obligés de les fondre dans notre armée permanente et nous retomberions dans le système que monsieur le ministre a blâmé comme moi.

En quoi différons nous monsieur le ministre et moi? Ceux que monsieur le ministre appelle soldats en congés illimités, je les appelle provinciaux; on pourrait nommer cette armée, armée de réserve. Faites comme le président, vous avez l'étoffe; il l'a créée, il a pris dans le sein de la garde nationale un certain nombre de soldats, un certain nombre d'officiers tirés de la ligne et de sous-officiers. Ces officiers nommés par le Gouvernement, ces sous-officiers nommés par les officiers, c'est de la vraie troupe à laquelle on donne le nom de garde nationale; mais il semble que plus tard ce sera la seule garde nationale existante. Nous en avons un autre; en mettant ensemble des gardes nationaux avec des disciplines différentes, cela irait mal et ne composerait pas une armée de réserve, qui doit être composée comme les armées ordinaires de compagnies, bataillons et régiments.

Messieurs, nous avons le bonheur de posséder une grande quantité de soldats exercés, d'officiers qui ont fait la guerre; ils sont en expectative, ils seront très-heureux de pouvoir continuer leur carrière en donnant quelques soins à ce que vous appellerez armée de réserve. En attendant, je vous ai dit que le système passé était très-économique; vous allez en juger. Il y avait d'abord l'équipement, habits et restes comme pour les soldats, un sou par jour, tant qu'ils restaient chez eux, ce qui faisait 18 francs 25 centimes par an pour chaque homme. Donc 20 mille hommes vous coûtaient 18,500 francs. Quand on avait des soldats suffisamment instruits, on ne les appelait annuellement que 18 jours sous les armes, et on payait par conséquent la vingt-quatrième partie de l'année, 20 mille hommes coûtaient dans ces 18 jours ce que coûtent mille six cents hommes de troupes permanentes.

C'était très-économique. Le colonel avait 800 francs. Les soldes des autres officiers étaient très-minimes; on peut vérifier le fait.

Ainsi donc, si l'on regarde les soldats qui sont maintenant en congé illimité comme ayant définitivement cessé le service, comme n'étant plus disponibles, c'est un élément de force perdu, et nous sommes réduits à ne posséder en tout que nos 47 mille hommes. Ayez la guerre avec la France ou l'Autriche; dans ces deux guerres, il nous faut des garnisons à Alexandrie, à Turin et surtout à Gènes.

Messieurs, lorsque j'avais l'honneur de commander la garnison anglaise de Gènes, je fus chargé de faire le projet de défense dans le sens du nombre de soldats strictement nécessaire, parce que dans ce pays on veut le strict nécessaire; car on ne possède pas un grand nombre de soldats, mais ils sont excellents. On m'avait adjoint des officiers du génie et d'artillerie. Je portai à 10 mille le nombre des hommes nécessaires à la défense. On ne pouvait pas à moins, même en calculant qu'il n'y aurait d'attaques que d'un côté. Gènes est si grand que l'on ne peut pas faire un double siège. Fenestrelles, Vinimille et dans la vallée de Stura, Vinadio, Les-

seillon, exigent aussi quelques garnisons; voyez ce qu'il vous restera de disponible sur vos 47 mille hommes.

Nous serons avec nos 47 mille hommes trop forts en temps de paix, trop faibles en temps de guerre. Je suis d'ailleurs d'avis que ce qui convient vraiment c'est une armée tout-à-fait permanente, mais je n'appelle pas armée permanente des soldats qui n'ont que 4 ans de service. Ce qui fait la force d'une armée ce sont les vieux soldats de 8 à 16 ans.

Voilà ce qui conserve la discipline, ce qui fait qu'une armée ne se débande pas dans les déroutes. Voyez toutes les mesures recommandées par tous les auteurs militaires!

Les Romains avaient les *triatres*, c'étaient les vieilles troupes; il en était ainsi en Espagne; rappelez-vous la réputation de ces vieilles bandes. On pourrait accorder la facilité de se réengager pour 4 ans, le soldat continuerait et ferait 12 ans, puis 16, et nous aurions ainsi de vieux soldats. Vous donneriez à cette troupe le nom que vous voudrez, c'est entièrement indifférent; les soldats recevraient une demi-instruction comme nos anciens provinciaux, ils nous seraient fort utiles pour nos nombreuses garnisons, et ceux qui seraient le mieux instruits, s'ajouteraient à l'armée; mais après 3 ou 4 mois de garnison vous pourriez les appeler tous à faire partie de l'armée.

Je crois que monsieur le ministre comprendra bien ce que je vais lui dire actuellement.

Nous sommes dans la position où se trouvait le Grand Frédéric qui avec des troupes moindres devait lutter contre des troupes supérieures. Il avait imaginé un ordre de bataille particulier qui a été souvent imité. Il ne donnait pas ce que l'on appelle des batailles parallèles où l'on engage tout le front de la troupe et où les pertes sont grandes que l'on soit vainqueur ou vaincu. Mais il rassemblait ses meilleures troupes sur une aile, l'enfonçait, et ainsi l'ennemi se trouvait pris en flanc et en dos; la brèche était faite, il faisait ensuite avancer les autres troupes.

Si nous avions une armée de réserve, nous pourrions frapper de ces coups décisifs avec notre armée permanente. Nos provinciaux valent les autres, dans la montagne; ils marchent bien et peuvent avec un peu d'exercice devenir de bons tirailleurs. Dans notre ancienne guerre de montagne nous n'avons trouvé presque aucune différence entre eux et la troupe permanente.

En soumettant toutes ces observations à la sagesse du Sénat et aux réflexions de monsieur le ministre de la guerre, je conclus comme j'ai commencé, c'est-à-dire, que j'appuie fortement l'avis de la Commission; je crois que nous devons inviter le ministre de la guerre, comme nous avons invité déjà ses collègues, à faire des économies pendant le courant de l'année.

Il ne peut en réaliser qu'en diminuant l'effectif de l'armée; par conséquent nous devons nous opposer à ce que le budget militaire soit encore chargé de l'entretien de 24 nouveaux bataillons.

LA MARMORA, ministro della guerra. Domando la parola.

Non mi è possibile di entrare in discussione, e rispondere all'illustre maresciallo senza incominciare da una dichiarazione di profondo rispetto, e direi anzi di venerazione per la sua dottrina e per la lunga sua esperienza.

Ciò premesso, io procurerò di combattere gli argomenti da lui posti in campo per appoggiare la proposta della Commissione, di accordare i fondi chiesti in bilancio e già votati dall'altra Camera, alla condizione però che nulla s'abbia a variare all'attuale ordinamento dell'armata.

Anzitutto osserverei al signor maresciallo essere egli in errore nel credere che io voglia formare 24 battaglioni; si persuade il Senato che io non sarei mai venuto nelle attuali contingenze a fare una simile proposta, e massime a domandare le spese per formare i quadri di questi 24 battaglioni...

DELLA TORRE. Ho detto venti.

LA MARMORA, ministro della guerra. Anche venti battaglioni se vuole; sarebbe egualmente in errore se dicesse di uno, dacchè io non ne domando uno di più. Si tratta nè più nè meno che di una semplice modificazione nella distribuzione delle compagnie, la qual modificazione si può attuare in mezz'ora col fare uscire i reggimenti in piazza d'armi.

È noto come questi si compongano attualmente di 15 compagnie attive e di una di deposito, 16 in tutto, le quali hanno i capitani ed i loro ufficiali; hanno la rispettiva loro amministrazione, i loro registri; cioè hanno in una parola tutto quanto si richiede per comporre l'unità denominata compagnia nel linguaggio militare.

Si tratta di condurre questi reggimenti in piazza d'armi, e colà arrivati, di distribuire le 15 compagnie in quattro battaglioni di quattro compagnie caduno. Come si scorge, questa è una operazione di semplice distribuzione, dacchè, come è a tutti noto, il battaglione non è unità amministrativa, ma solo unità tattica. Manca però una compagnia, ma questa i reggimenti la trovano al loro ritorno in quartiere, voglio dire la compagnia deposito, la quale completa il quarto battaglione.

Questa compagnia può infatti supplire all'uopo; imperocchè essa ha, come tutte le altre, i suoi ufficiali ed i suoi registri. Non è invero eguale di numero alle altre, ma il pareggiamento è presto fatto togliendo alcuni uomini dalle altre compagnie e facendoli passare in questa.

Non si tratta adunque di creare nuovi battaglioni, non si tratta di formare nuovi quadri, non si tratta di nominare nuovi ufficiali e sott'ufficiali, si tratta solo, come già dissi, di una diversa distribuzione delle compagnie.

Che anzi (mi rincresco che il signor maresciallo non abbia avuto torto) io ho fatto fare la spesa dell'ultima organizzazione e la spesa attuale, ed ho provato che le modificazioni da me proposte, anzichè costare di più, diminuiscono la spesa di lire 1,200,000.

Ma ci vorrà sempre un ufficiale superiore di più, si disse da qualcheduno nell'altra Camera; al che io rispondo che nel vigente ordinamento (regio decreto 12 ottobre 1849) vi sono già cinque ufficiali superiori per ogni reggimento, cioè un colonnello, un tenente colonnello e tre maggiori. Cinque sono pure gli ufficiali superiori da me proposti, cosicchè neanche in questo non v'è aumento.

Io poi tolgo il capitano aiutante maggiore, il quale, a mio avviso, è non solamente inutile, ma nocivo; tolgo i capitani del deposito e procuro inoltre una diminuzione di spese coll'abolizione degli ufficiali provinciali. Qui mi viene occasione di dire francamente come io la pensi degli ufficiali provinciali, siano essi attaccati ai reggimenti di linea come di presente, o facciano parte di reggimenti provinciali, propriamente detti, come nei tempi addietro; voglio dire di quegli ufficiali i quali possono bensì avere servito attivamente 2 o 3 anni, ma poscia se ne stanno oziosi 8 o 10 ed anche 15 o 20 anni alle case loro. Ciò nondimeno, al loro turno di avanzamento, questi si presentano e fanno valere i loro diritti. Se voi domandate loro cosa abbiano fatto fino adesso: nulla, rispondono essi, ma abbiamo diritto all'avanzamento quanto quelli che hanno lavorato costantemente. Io domando se una tale condizione di cose sia tollerabile.

Io domando se si possa ammettere che gli ufficiali che non servono attivamente possano concorrere con quelli che sono ai corpi. Mi si scusi l'espressione, ma la cosa è, a mio avviso, assolutamente assurda.

Mi si dirà: in tal guisa non vi preparate un fondo di ufficiali occorrente per attivare lo sviluppo che volete dare all'armata in caso di guerra. A mio avviso i quadri dell'armata attiva che può entrare in campagna si devono tenere al completo. Sarebbe questa composta di quattro classi ognuna presente sotto le armi, e di cinque in congedo illimitato.

La riserva la comporrei colle classi degli ultimi tre anni di servizio, delle quali formerei un battaglione per ogni reggimento. Ora di questa riserva io non vorrei formati i quadri in tempo di pace, riservandomi di comporli all'aprire della guerra.

In tal guisa eviterei di avere ufficiali oziosi in tempo di pace, i quali abbiano occasione di perdere l'uso del comando e lo spirito marziale, e procurerei il vantaggio di potere ottenere promozioni quando si devono cominciare le ostilità, cosa questa di sommo utile pel morale dell'armata.

Qui mi aspetto che si metta avanti il risultato delle promozioni fatte nell'occasione della scorsa guerra, nel difetto appunto di quadri già formati per le riserve. Io convengo che per mancanza di soggetti idonei, nel 1848 e 1849, si dovettero trarre dai sott'ufficiali per farli ufficiali individui i quali veramente non avevano le qualità necessarie per ben coprire il grado che loro si accordava.

Ma io domanderò come si facesse per istruire questi bassi ufficiali. Cosa si facesse per prepararsi un fondo di ufficiali.

Io spero che se le istruzioni che si sono stabilite andranno progredendo e migliorando, si troverà in ciascun reggimento un fondo sufficiente per potere all'occorrenza formare un battaglione di più.

Di più al dichiararsi d'una guerra si trova sempre in ogni reggimento un certo numero di ufficiali, i quali si sentono più idonei ad un servizio di riserva che non a quello d'attività. Ciò non avrebbe forse luogo in questo momento, perchè avendosi grandissima abbondanza d'ufficiali, anzichè mettere da parte i buoni, si depurò l'armata de' meno capaci, cosicchè si può dire che attualmente l'armata sia composta esclusivamente di ufficiali idonei. Ma cessando coll'avvenire la soprabbondanza d'ufficiali, e continuando le strettezze dell'erario che comandano la massima economia, si andrà molto più a rilento a giubilare, riformare e collocare gli ufficiali in servizio sedentario, cosicchè, quando scoppierà una guerra, vi saranno sicuramente in ogni reggimento alcuni ufficiali più fatti per la riserva che non per l'attività.

Si persuade adunque il maresciallo ed il Senato che io non ebbi mai intenzione di fare un aumento, ma semplicemente di fare una modificazione, facendo la quale ne risulta una riduzione sul bilancio.

L'onorevole maresciallo fece inoltre un lungo discorso politico, in seguito al quale egli conchiude essere profondamente convinto che vi sarà la pace. In apprezzazioni di tale fatta ciascheduno ha il suo modo di vedere; io faccio molto caso de' lumi ed anche delle previsioni del signor maresciallo; ma a mio avviso ci vuole un gran coraggio al dì d'oggi, in mezzo alla confusione degli elementi politici che intorbidano non solo tutta l'Europa, ma ben anche le altre parti del mondo, a non temere la guerra.

Nel suo quadro il signor maresciallo ci ha parlato dell'Inghilterra e della Francia, e, a malgrado delle complicazioni e difficoltà da lui accennate, egli crede che abbiano a nascere la pace. Io credo invece che abbia piuttosto a succedere il

contrario, poichè da tutte queste difficoltà sarà cosa difficile lo stricarai, e temo che un giorno o l'altro per sortirne abbisogni tirare il cannone.

Se l'onorevole maresciallo non parlava dell'Inghilterra, lo stesso l'avrei citata come ad esempio d'una potenza che non crede più alla pace, quantunque l'abbia sempre predicata.

Il signor maresciallo non nega gli armamenti di questa nazione, ma li spiega a suo modo.

Il signor maresciallo dice che questi armamenti, che confessa essere rilevanti, l'Inghilterra li fa per motivi di politica interna; ci parlò dell'Irlanda, dei *torys* e dei *whigs*, del Ministero che sta in procinto di cadere, e di simili altre difficoltà.

Io non sono in ciò del suo avviso, e mi permetto di spiegarlo in tutt'altro modo. Mi rincresce di non avere qui presente un giornale inglese in cui è perfettamente spiegata la cosa; in un ragionato articolo che lessi questa mattina è esposto come l'Inghilterra si sia finalmente accorta, che quando una potenza non prevede la guerra, quando una potenza, per voler fare esagerate economie, si lascia sovrapprendere dalle altre potenze le quali tengono armate poderose, e le accrescono ed aumentano continuamente, arriva un momento che non basta il fare dei sacrifici, non bastano armamenti, ma si trova quella imprevedente potenza in critiche circostanze, per cui anche il credito pubblico ne deve soffrire.

L'onorevole maresciallo ha anche parlato della Prussia, e fece osservare essere convinto che tale potenza ha fatto dei sacrifici per avere la pace e non fare la guerra, sacrifici che non avrebbe fatto sicuramente in altre circostanze.

DELLA TORRE. Ho detto la Russia.

LA MARMORA, ministro della guerra. Ho capito la Prussia.

DELLA TORRE. Se ho detto la Prussia, ho detto male, ma mi pare d'aver detto la Russia, ed ho spiegato perchè questa ha rinunciato ad alcuni diritti di sovranità che poteva avere sulla Danimarca, sull'Holstein-Gottorp...

COLLI. Sì, ha detto Russia.

LA MARMORA, ministro della guerra. Lascio allora in pace la Russia e la Prussia (*Risa generali*); aveva capito che questa aveva fatto sacrifici per non avere la guerra; ed a tal riguardo desideravo ripetere quello che già dissi altra volta, che la Prussia cioè non sembra troppo contenta del suo sistema provinciale il quale è esagerato, e non inspira quella confidenza che avrebbe ispirato un'armata esclusivamente permanente.

Il signor maresciallo ritornò sul sistema provinciale, e notò che riprodussi alcune sue frasi, dette in una delle sedute passate. Feci di più, presi il giornale ufficiale alla mano, e lessi addirittura quello che il signor maresciallo disse in quelle circostanze, e manifestai come a mio avviso quelle cose fossero ben dette, dacchè vengono in appoggio alla mia opinione, e sono la condanna delle armate poco istruite e poco disciplinate, le quali, come disse benissimo il maresciallo, scompaiono davanti ad un'armata fortemente organizzata ed istruita.

Il signor maresciallo ritornando sul sistema antico dei provinciali, disse che questi costavano poco, ed avevano perciò un gran vantaggio. Sicuramente se si potesse avere buoni soldati con poco, questo sarebbe appunto il sistema che ci vorrebbe nelle attuali nostre contingenze; ma io credo che i calcoli ed i confronti istituiti dall'onorevole maresciallo non possano sussistere nelle circostanze presenti. Vorrei vedere qual è il colonnello che si contenterebbe di uno stipendio annuo di lire 1000, e lo stesso dicasi di capitani che non si

conterebbero più di 200 o 300 lire, e così va dicendo dei soldati che si contentavano una volta di un soldo al giorno. Io credo che di questi soldati non ve ne siano più. Tutto ha progredito d'allora in poi. Vi è un benessere molto più grande; ogni cosa costa di più, e coloro che si avevano una volta per un soldo, oggi ne costano otto. In Egitto si trovano ancora, ma in Europa non più.

Ho visto in Egitto a lavorare nel Nilo dei poveri individui per 4 o 5 soldi al giorno; ma qui non si trovano. Quelli che costavano 10 soldi un tempo, ne costano oggi 30; quelli che costavano 30 allora, costano di presente 4 o 5 lire; dimodochè non si avrebbe che il rifiuto, la fecia della società per costruire l'armata. Se noi volessimo ora avere dei soldati pari almeno almeno agli ultimi manuali, bisognerebbe trattarli come si trattano questi. In una parola per avere buoni soldati bisogna spendere assolutamente il necessario, e tanto più per gli ufficiali. Una volta (e questo non deve essere dimenticato) gli ufficiali, massime quelli che appartenevano all'aristocrazia, erano facoltosi, spendevano del loro e costavano poco al Governo; ma adesso questi non esistono più; le divisioni dei beni, la diminuita ricchezza nelle famiglie rende rarissimi questi casi; anzi noto con gran rammarico che famiglie molto cospicue, i cui membri passavano almeno almeno alcuni anni nel servizio militare e poi si facevano maggiori o colonnelli nei reggimenti provinciali, e in caso di guerra si mettevano alla testa dei loro contadini e facevano la guerra per onore, in oggi si astengono dal servizio.

Prego il maresciallo a credere che l'antica organizzazione dei reggimenti provinciali, non è più ora possibile, che le circostanze sono cambiate, soprattutto sotto il rapporto finanziario; *talis pagatio, talis laboratio*.

DELLA TORRE. J'ai deux mots à dire seulement.

PRESIDENTE. Monsieur le ministre de la guerre n'a pas encore terminé son discours.

LA MARMORA, ministro della guerra. Mi permetta...

DELLA TORRE. Sans doute; du reste je n'ai que deux paroles à ajouter à celles que j'ai prononcées tout-à-l'heure.

LA MARMORA, ministro della guerra. Mi perdoni. Venne poi, dopo aver fatti gli elogi... dico male... dopo aver suggeriti questi nuovi reggimenti provinciali, l'onorevole maresciallo, con argomenti affatto diversi, trova che i nostri soldati servono troppo poco, che gli attuali nostri soldati non sono abbastanza istruiti...

DELLA TORRE. Comparez-les à notre ancienne armée qui était permanente.

LA MARMORA, ministro della guerra... che la ferma di 4 anni non è sufficiente e vorrebbe che i soldati servissero almeno 8 o 16 anni. Pregherei l'onorevole maresciallo di conservare il medesimo ragionamento per gli uni e per gli altri. Se ci vuole un tempo per formare dei soldati, allora fissiamo questo tempo; i soldati si possono formare in fretta, si dirà, ed allora licenziamo un'armata permanente che sarebbe inutile. Ma io non posso ammettere questa differenza e non posso credere che per i soldati permanenti non basti la ferma attuale e sia assolutamente necessario di portare questa ad 8 o 16 anni, come ha detto l'onorevole maresciallo, e che per i provinciali bastino pochi giorni o pochi mesi. Questo non lo capirò mai.

Faccio ancora un'altra osservazione: crede il maresciallo che questa truppa permanente, per quanto piccola ella sia, costerebbe poco?

Io credo di no: perchè io paragono queste truppe così scelte, bene tenute, così istruite, ad un corpo distintissimo che abbiamo noi, ed è il corpo dei carabinieri.

In tal caso veda il Senato cosa verrebbe a costare l'armata posto per base che un carabiniere costa il doppio di quello che costa un soldato di linea. Faccio questa assimilazione ai carabinieri, perchè se si pretende che i soldati facciano un servizio molto più lungo, bisogna naturalmente pagarli di più.

D'altronde io non esito a dichiarare che io nè amo il soldato troppo giovane, nè troppo vecchio. Nè si confondano qui quelli che soglionsi chiamare i veterani di guerra coi soldati vecchi in pace, poichè si dà il nome di veterano in tempo di guerra al soldato che ha fatto tre o quattro campagne, e che ha così acquistato un gran valore, quando i veterani in tempo di pace sono quelli che sono proprio invecchiati sotto le bandiere; e ciò premesso, si converrà meco che durante la pace i migliori soldati non sono i veterani, bensì quelli che anno tre o quattro anni di servizio permanente. Eccelluo ben inteso, gli ufficiali, ed anche i bassi ufficiali; ma il semplice soldato che ha fatto otto o più anni di servizio permanente in tempo di pace senza progredire è difficilmente un buon soldato, anzi ordinariamente egli è vizioso ed indisciplinato, ed in ogni caso egli è inferiore al soldato di tre o quattro anni di servizio.

Il signor maresciallo ha finito il suo discorso facendo l'applicazione del suo sistema ad un'organizzazione di battaglia; e portando l'esempio della Prussia ci disse che re Federico, il quale sicuramente fu un capitano che fa epoca nella storia, soleva mettere la sua truppa migliore di fronte al suo avversario, e del rimanente dell'armata se ne usava per prenderlo di fianco; e con questo metodo ha vinto più battaglie.

Io non nego questo, ma faccio osservare all'illustre maresciallo che una tattica militare non è sempre buona per tutti i tempi, e che dopo re Federico il modo di guerreggiare ha cambiato assai. Prova ne sia che l'armata prussiana col sistema e cogli ordini di battaglia del gran Federico fu battuta a Jena completamente da un altro gran capitano che impiegò un diverso modo di guerreggiare. Ne deduco da ciò che un sistema, per quanto possa essere buono, fa il suo tempo.

Certo che vi sono regole e principii i quali si conservano costanti nell'arte della guerra, come vi sono fra le guerre dei diversi tempi dei punti di paragone; ma per ciò che concerne più particolarmente le operazioni tattiche, quest'arte è soggetta ai progressi come tutte le cose umane.

DELLA TORRE. Domando la parola.

PRESIDENTE. Ha la parola.

DELLA TORRE. Ce n'est pas une idée qui a vaincu à Iéna, mais c'est le grand capitaine. Les Prussiens étaient vainqueurs, quand ils ont été guidés par le grand Frédéric; ils ont été vaincus, quand ils ont eu en face l'empereur Napoléon.

Au reste l'ordre oblique est vieux comme le monde; Epaminondas s'en servait déjà. A la guerre de 1807 il restait très-peu d'élèves du grand Frédéric; le duc de Brunswick en était le plus célèbre, mais il fut frappé d'une balle au commencement de la bataille.

Le vrai nom de la bataille ne devrait pas être Iéna, mais Auerstedt. L'infanterie française était commandée par Davoust. A Iéna 80 mille hommes commandés par Napoléon luttaient contre 20 mille hommes; mais à Auerstedt l'armée prussienne été commandée par le roi; ce n'était pas un général, mais un brave soldat, et il en a donné des preuves. Il a laissé sur un point éloigné le général Kalkreuth avec deux corps d'armée, et lui il s'est avancé avec le troisième: voilà pourquoi la bataille a été perdue. Le

grand capitaine fait à propos ce qu'il convient de faire; c'est moins parce que la troupe est dressée de telle ou telle manière qu'elle triomphe, que parce qu'elle est commandée par un grand capitaine.

Vous m'avez dit, monsieur le ministre, que l'armée de Prusse a quatre ans de service. Je le sais; mais cette formation n'a pas encore eu l'épreuve d'une grande guerre; il faut voir avant de décider. Je sais que des généraux prussiens m'ont dit qu'ils regrettaient leur ancienne formation.

Lorsqu'il y aura des vieux soldats, ils ne coûteront ni plus ni moins que ne coûte l'armée actuelle; je ne demande pas qu'on les paie davantage. Vos 47 mille hommes coûtent ni plus ni moins ce que coûte une armée permanente ordinaire. Les soldats provinciaux, quand ils étaient sous les armes, étaient traités en tout comme les autres soldats.

Vous dites, monsieur le ministre, que nous n'avons plus cette ancienne aristocratie. Mais il y a des propriétaires, et il y en aura aussi longtemps que le socialisme ne prendra pas le dessus en Piémont (*Zarità*), et Napoléon s'est arrangé de façon que cela n'arrive pas. Il y a des officiers qui veulent rentrer dans leurs foyers après avoir servi un certain nombre d'années; ceux-là sont, j'en conviens, moins payés, mais ils le préfèrent ainsi, car ils peuvent continuer leur carrière; mais lorsqu'ils doivent passer à un grade supérieur, ils doivent servir quelque temps dans la ligne; on pourrait établir à cet égard des règlements.

Si vous voulez une armée de réserve, il faut nécessairement faire quelque chose de ce genre et avoir une armée peu coûteuse en temps de paix qui, jointe à l'armée permanente, rend cependant de très-utiles services pendant la guerre. Si, au lieu d'avoir des cadres séparés pour eux, on les rappelle en masse dans l'armée permanente, on retombe dans le défaut que vous avez vous-même signalé; si vous ne les rappelez pas, vous condamnez le pays à n'avoir que 47 mille hommes qui l'écrasent en temps de paix et ne suffisent pas en temps de guerre.

Quant à ce que vous avez dit des grandes difficultés qui surgissent en Europe et qui ne peuvent se débrouiller que par la guerre, je répondrai que ce sont les questions politiques qui ne peuvent se débrouiller que par les guerres. Les difficultés du *Zollverein* ce n'est pas la guerre qui les terminera, la guerre coûterait trop; mais cela s'arrangera pacifiquement. Voilà mon opinion; la vôtre est différente. Vous nous ferez dépenser beaucoup d'argent cette année, l'année prochaine nous ne pourrions plus entretenir nos 47 mille hommes, et nous serons obligés de réduire notre armée à 30 mille hommes qui, au lieu d'avoir 4 ans de service, n'en auront que trois, et nous reviendrons forcément à notre situation passée.

Voilà où nous marchons, si nous augmentons notre force dans le moment actuel. C'est ma conviction; je l'exprime en face du Sénat, en présence du ministre; le pays dira qui de nous a eu tort ou raison.

COLLA, relatore. Domando la parola.

PRESIDENTE. L'aveva già chiesta prima il senatore Alberto La Marmora; ella parlerà dopo.

Il senatore Alberto La Marmora ha la parola.

LA MARMORA ALBERTO. Alcune cose delle ieri dall'onorevole collega ed amico mio il senatore Franzini mi obbligarono a domandare la parola; e questa essendomi oggi concessa, io me ne servirò soltanto per pochi minuti, poichè non intendo fare, e non credo che sia qui nè il caso, nè il tempo, nè il luogo d'intavolare delle discussioni accademiche sopra l'ordinamento dell'armata.

L'onorevole mio amico disse ieri, se non erro, che la formazione della quinta compagnia in ogni battaglione, cioè delle compagnie scelte, fu acconsentita all'unanimità dai comandanti dei corpi.

Sopra di questo punto mi pare di non potere essere d'accordo con lui, poichè, essendo io stesso, al posto che occupava pochi mesi fa, stato incaricato di domandare ai colonnelli dei corpi che erano sotto ai miei ordini il loro parere in proposito, mi risultò che questo non era niente del tutto favorevole a queste compagnie, e già ebbero i corpi a fare dei richiami in proposito.

FRANZINI. Domando la parola.

LA MARMORA ALBERTO. Questo mi risulta dal rapporto di una Commissione incaricata di dare il suo parere sopra l'organizzazione della fanteria. Questa relazione porta la data del 25 settembre 1849, e dice « che i corpi avevano approvato, non ad unanimità, ma a semplice maggioranza, la formazione della quinta compagnia in ogni battaglione detta scelta. » Il 3 giugno 1850 ebbe luogo una seconda pratica; furono interrogati di nuovo i comandanti dei corpi intorno all'istruzione da darsi a queste quinte compagnie.

Questa Commissione incaricata di riferire il suo parere così rispose:

« La maggioranza dei colonnelli opina che abbiano totalmente ad uniformarsi a quanto è prescritto per le compagnie che costituiscono l'arma speciale dei bersaglieri, prendendo perciò posto fuori dell'ordine di battaglia e di colonna.

« La Commissione però, considerando che i reggimenti emisero tale opinione nell'epoca in cui i battaglioni dei bersaglieri venivano ridotti allo scarso numero di tre, d'onde derivava l'assoluta necessità di una compagnia staccata per ogni battaglione che supplisca alla mancanza (così sotto alineato) delle compagnie di essi bersaglieri, trova che atteso il presente notevole aumento di questi, sia cessato il bisogno di assimilare le compagnie scelte, e di prefiggere loro uno speciale armamento e collocamento. »

La Commissione passa quindi a trattare dell'utilità che risulta dall'istruzione di una compagnia disponibile, per essere staccata senza mutazione alcuna nella tattica delle manovre: passa poi al modo col quale intende che siano adoperate le dette compagnie, e propone che queste siano armate degli antichi fuochi dei cacciatori. Io non voglio qui insistere su quanto ho già detto su tale proposito quando si è trattata la legge sulla leva; dirò solamente al senatore Franzini che io insisterò sempre sulla necessità delle compagnie che sono destinate a fare il servizio dei bersaglieri, e di metterli in eguale condizione, e se si potesse in condizione migliore di quella delle armate che hanno da essere loro in faccia; ed io credo che in un paese come il nostro, quando la nostra truppa fosse chiamata alla guerra che si farebbe sulle Alpi od in terreno molto coperto come quello della Lombardia, io credo, dico, che sia indispensabile di fare almeno come fanno le truppe dei due Governi che possono essere con noi in contatto, i quali hanno aumentato i loro reggimenti di cacciatori, armati di armi speciali, e che perciò questi debbono essere anche aumentati fra di noi, e provveduti di armi per lo meno eguali alle altre in portata ed in bontà; non sarebbe quindi il caso dei fuochi degli antichi cacciatori.

PRESIDENTE. La parola è al signor Colla relatore.

COLLA, relatore. La cedo al senatore Franzini.

FRANZINI. Risponderò due parole a quanto fu esposto dal mio collega senatore Alberto La Marmora.

Quanto ho detto ieri, lo sostengo, perchè non ho detto all'unanimità, ma pressochè all'unanimità.

Per vedere poi se questo sia vero o no bisognerebbe ricorrere all'augusto guerriero che presiedeva a questa Commissione.

Non so se qui siano compagni che assistettero a questa Commissione, ma, ripeto, la maggioranza alla pressochè unanimità era tutt'affatto favorevole per la prima compagnia.

Dell'altra Commissione, di cui parlò il mio amico e collega, io non ho fatto parte, e non intendo perciò di parlare.

PRESIDENTE. La parola è al signor relatore Colla.

COLLA, relatore. Signori, spiace sommamente alla vostra Commissione che l'onorevole ministro della guerra siasi afflitto e risentito assai più che non fosse da presumere per le osservazioni che non già il senatore Colla, non il solo senatore relatore, ma la Commissione tutta, e tutti unanimi i membri della Commissione dei bilanci hanno creduto opportuno e necessario di sottomettere al Senato intorno al bilancio delle spese di guerra nel 1852. Io risponderò in nome della Commissione con quella dicevole moderazione che tanto giova a rendere utili le discussioni in cose di gravissima importanza, come è questa, la quale tutti concerne i più cari interessi presenti e futuri dell'esercito, delle finanze, dello Stato e della nazione.

Quantunque il signor ministro abbia fatto grazia di leggere e rileggere la relazione della Commissione, egli andò errato grandemente, trovandovi un'acerba censura di tutte le cose da lui operate, un motivo di scoraggiamento a perseverare nell'impresa. Chiunque voglia darsi il fastidio di leggere attentamente quella relazione, vi troverà bensì una leale manifestazione di coscienziosi convincimenti, qualche volta opposti a quelli del signor ministro, ma non vi troverà certo quella amara censura di cui egli si è lagnato.

In ogni occorrenza, e principalmente nell'esame del bilancio pel 1851, la stessa Commissione lodò grandemente il signor ministro per molte cose da lui fatte, ed in specie per le inevitabili riduzioni da lui operate con animosa sollecitudine. Ma perchè queste riduzioni si fecero dal signor ministro e dalla Commissione si lodarono giustamente, ella non ha creduto di dovere lodare egualmente le ampliamenti e gli aumenti, per cui verrebbe tolta allo Stato una parte del beneficio ottenuto, precisamente al momento in cui la nostra condizione finanziaria maggiormente richiede chesi progredisca nella riduzione delle spese.

Opponendosi a queste ampliamenti ed a questi aumenti, la Commissione ha soddisfatto a un debito di coscienza, dal quale non poteva dispensarsi, e questo debito era fatto maggiore dalle ripetute dichiarazioni del signor ministro intorno alla sua ferma risoluzione di ritenere come definitivi e normali gli ordinamenti da lui inseriti nel suo progetto di bilancio. Queste dichiarazioni si leggono nello stesso progetto, e furono dal ministro ripetute innanzi al Senato anche nella discussione della legge sulla leva. La Commissione ha perciò dovuto giudicare il signor ministro *ex ore suo*, e non poteva e non doveva tenere conto di spiegazioni date in altro recinto. Spiegazioni di tale importanza vogliono essere date egualmente al Senato, al quale spetta di giudicare se siano per lui sufficienti.

Ma la Commissione nell'opporvi alle ampliamenti ed agli aumenti che dal bilancio appariscono, ha usato di tale condizione che aveva diritto di sperare assai meglio apprezzata: ella sostituì ad un'assoluta riduzione d'assegnamenti, esortazioni, suggerimenti, espressioni di fiducia; ella non si pronunziò in favore piuttosto d'uno che d'altro ordinamento dell'esercito, ma si limitò ad osservare che quello dal ministro ideato come ordinamento definitivo pel tempo di pace non è

confacente all'attuale situazione delle nostre finanze, e si rimase contento a consigliare che l'intero di lui sviluppo venga indugiato fino ad esame più maturo. Certamente è libero il signor ministro di non apprezzare e non seguire questi consigli, come il Senato è in piena libertà di risolversi a più ricise deliberazioni, lasciando al signor ministro la responsabilità dell'averle rese necessarie.

Il signor ministro si è lagnato perchè la Commissione abbia chiesta l'esecuzione della legge del 7 luglio, ed abbia dato alla legge medesima una troppo estesa significazione, cosicchè il Ministero sia condannato all'inazione e non possa recare alcuna modificazione nell'attuale stato delle cose.

Se le ampliamenti e gli aumenti che dal Ministero si propongono si possano da noi considerare come semplici modificazioni, noi lasciamo al Senato di giudicarne, e se la Commissione abbia inteso di rendere impossibili anche le semplici modificazioni, abbastanza risulta dalla sua relazione, nella quale si restringe a fare osservazioni sopra poche cose di maggiore momento, e lascia passare le minori senza farne parola.

Desideroso di dare alla creazione di venti nuovi battaglioni l'aspetto di una semplice modificazione, il signor ministro si dolse che siasi istituito paragone fra la spesa che ora si fa e quella che si farebbe in seguito alle proposte variazioni. In verità noi non sapremmo qual altro confronto si possa fare opportunamente, e certo non sarebbe mai quello che il signor ministro vorrebbe fatto coll'ordinamento provvisorio di altro tempo affatto eccezionale.

L'illustre membro della Commissione che era in quel tempo ministro della guerra, espose al Senato cosa fosse quell'ordinamento di momentanea necessità, il quale era preludio di altri ordinamenti molto più restrittivi; per la qual cosa noi ci asterremo dall'insistere sulla inopportunità di questo confronto e sulla evidente convenienza di quello da noi fatto fra lo stato attuale delle cose e quello che si avrebbe in seguito alle proposte innovazioni, fra la spesa che ora si fa e quella che si vorrebbe autorizzare.

Il signor ministro ha poco fa assicurato il Senato che la sua formazione di 20 battaglioni non produrrà alcuna maggiore spesa, che non è perciò che una semplice modificazione. La Commissione ha sottoposto al Senato il confronto fra l'ordinamento quale era iscritto nel bilancio del 1851 e quello che si trova iscritto nel bilancio del 1852. Da questo confronto apparisce che il numero dei battaglioni è aumentato di 20, che quello delle compagnie è parimente aumentato di 20 e che il totale della forza aumenta pure di 1527 uomini.

Il signor ministro sembra considerare come esistenti le compagnie di depositi, ma queste compagnie furono soppresse prima d'ora e non figurano più nel bilancio del 1851. Queste compagnie io credo che se non interamente forse in parte si dovranno mantenere o ripristinare perchè io credo sommarmente necessario che alcuna di esse si abbia per le truppe di fanteria.

Ma fatto è che fra il bilancio del 1851 e quello del 1852 la diversità della forza è quale apparisce dal parallelo che la Commissione ha presentato.

Io ho anche fra le mani il parallelo che ho fatto istituire per ciò che concerne personalmente per individuo la spesa, e da questo parallelo ne risulta che l'aumento della spesa sarebbe di lire 1527; aumento assai tenue, ma certamente opposto all'asserzione che l'ordinamento che si propone sia piuttosto in diminuzione della spesa.

Per ciò che concerne l'esecuzione della legge del 7 luglio la Commissione non poteva tenere conto delle difficoltà

che dal ministro si opponessero all'accettazione di quella legge; ella doveva bensì ricordare che codesta legge fu dal Ministero caldamente raccomandata al Senato per l'intera sua adozione. La Commissione non poteva perciò ammettere alcuna proposta di ordinamento definitivo da farsi altrimenti che per mezzo di legge organica.

Ma neppure in questa parte la Commissione non si è scostata da tutta la possibile moderazione. E prima d'ogni cosa, malgrado i pacifici provvedimenti di esperti e dotti uomini di Stato, e senza aspettare alcun invito del Ministero, ella dichiarò espressamente che se il signor ministro prendendo motivo dalle gravi contingenze in cui sia da temere che ci troviamo in un prossimo avvenire, si limitasse a chiedere la continuazione di straordinari e temporanei sacrifici, anche eccedenti ogni giusta misura colle nostre rendite, noi gli daremmo di buon grado l'appoggio dei nostri suffragi, e certamente non moveremmo lagnanza per la ritardata presentazione della legge. La Commissione si limitò a ritenere per fermo che questa presentazione non può essere ritardata oltre quel tempo che il Ministero giudichi opportuno per l'attuazione dell'ordinamento definitivo, ed in verità non è possibile d'interpretare in modo più benigno la disposizione della legge del 7 luglio. Abbia il Governo il diritto e la responsabilità di giudicare intorno all'opportunità del tempo in cui si debba procedere all'ordinamento definitivo dell'esercito in modo appropriato alle speciali condizioni del nostro paese, ma qualunque volta ciò si giudichi opportuno lo si faccia per legge, la quale ne stabilisca in modo durevole le basi principali, e frattanto il Ministero si astenga da tutte quelle ampliamenti che tendono a sviluppare maggiormente un ordinamento non ancora approvato, e sono evidente cagione di attuale dispendio, non che di maggiori difficoltà alla successiva attuazione di più ristretti ordinamenti.

Non sarà per questo che il Ministero rimanga condannato all'inazione, e senza dubbio indipendentemente dalle proposte ampliamenti molte cose rimangono a fare a vantaggio dell'esercito, nelle quali l'onorevole ministro della guerra troverà modo di soddisfare utilmente l'instancabile sua attività e l'ardente suo desiderio di operare il bene in tutte quelle parti del servizio che ne giudica suscettive. La Commissione lungi dal volerne scoraggiare, gliene farebbe eccitamento, se di eccitamenti avesse mestieri il provato di lui zelo; ma quando si tratta di aumenti di spesa la Commissione ed il Senato hanno debito di essere inesorabili, troppo conoscendo quali siano le strettezze finanziarie in cui ci troviamo.

Come poc'anzi si accennava, la Commissione si astenne e doveva astenersi per ora dall'emettere alcuna decisa opinione sul migliore ordinamento possibile del nostro esercito sul piede di pace, e soltanto per accennare come altri ordinamenti già da noi sperimentati possono meritare di essere presi in considerazione, e lasciare speranza di alcuno che meglio ci convenga, almeno per la parte economica, ella ricordava in un'utile nota alla sua relazione come sul finire del 1850 e nel 1851 le nostre truppe di fanteria si sviluppassero sul piede di guerra con tale sollecitudine ed in tal modo che riscosse gli encomi di tutte le persone intelligenti.

Il signor ministro mostrò di maravigliarsi che questo fatto siasi ricordato, e per combattere le lodi da noi date a quell'ordinamento della fanteria, venne adducendo gli inconvenienti che affermò avere allora veduti nel servizio dell'artiglieria. Anche per questa parte ci sarebbe facile di rispondere molte cose, se pure non erano assolutamente falsi i rapporti ed i quadri che al Ministero giungevano in quel tempo, sia dal comando generale, sia dall'azienda d'artiglieria. Ma poichè

il fatto ricordato non concerne che le sole truppe di fanteria, inopportuno sarebbe l'esame di ciò che riguarda un'arma affatto diversa. E per giudicare di ciò che allora valessero le nostre truppe di fanteria per l'ordinario servizio a cui sono chiamate, poco giustamente si prenderebbe argomento dai pochi fanti che furono mandati in aiuto all'artiglieria. Un egregio membro della Commissione, che è certamente testimone bene informato, osservava che i corpi di fanteria si spogliarono in quelle difficili congiunture di ciò che avevano di meno buono; ma oltre ciò sembra che assai meglio di fondare un giudizio sopra pochi uomini destinati ad un servizio affatto nuovo per essi, convenga tenere conto del modo onorevole in cui si mostrarono le intiere brigate di fanteria, intorno alle quali il Senato ha sentita ieri l'opinione di un illustre mio collega, giudice per ogni verso competente. Conforme alla di lui testimonianza e quella che allora si ebbe da tutti i generali e colonnelli che comandavano a quelle truppe, come pure dal magnanimo Carlo Alberto allora mandato in Savoia per visitare le truppe colà radunate.

Queste cose noi abbiamo creduto opportuno di qui esporre in seguito alle osservazioni fatte dall'onorevole ministro intorno alla nota preaccennata; ma non è per questo che noi intendiamo di pregiudicare menomamente la questione del definitivo organamento dell'esercito. La Commissione intende di rimanere ferma nella posizione in cui si è collocata, senza lasciarsi spingere più innanzi e senza indietreggiare di un sol passo.

La Commissione ha detto che il determinare definitivamente intorno all'ordinamento dell'esercito che meglio convenga al nostro paese è cosa di gravissimo momento, la quale richiede un esame molto più maturo di quello che finora si è fatto, esame che abbracci le convenienze militari e le economiche. I discorsi che su questo argomento vennero pronunziati davanti al Senato da persone sommamente autorevoli per dottrina e per lunga esperienza hanno evidentemente dimostrato quanta sia la necessità di questo esame, quanta sia la speranza che si può nutrire di un ordinamento che meglio si adatti alle angustie del pubblico erario ed al benessere dei cittadini chiamati a far parte dell'esercito.

La Commissione ha soggiunto che la decisione di così grave ed importante questione vuol essere fatta per legge non per assegni e per dichiarazioni fatte nel bilancio. Questa proposizione fondata sopra legge chiara, precisa, non equivoca, alla quale noi tutti abbiamo dato il nostro voto, non può essere da alcuno validamente oppugnata.

Infine la Commissione aggiungeva che lo sviluppare frattanto l'ordinamento ideato dal signor ministro della guerra esigerebbe adesso senza urgente bisogno un aumento di spesa, e produrrebbe più tardi maggiori ostacoli da vincere pel conseguimento delle necessarie riduzioni; ed anche per questa parte è impossibile che si possa giustamente contraddire alle affermazioni della Commissione.

Ora da queste premesse qual era la più mite conseguenza che la Commissione poteva dedurre? Quella senza dubbio che s'indugi l'ampliazione dei quadri dell'esercito e si ritardi l'intero sviluppo dell'ordinamento proposto sino a che il signor ministro giudichi opportuno di procedere all'ordinamento definitivo e così anche di presentare la legge organica che dovrà stabilirne le basi.

Da questa conclusione non potrebbe la Commissione recedere senza mancare gravemente al debito suo verso il Senato, verso il Re e verso la nazione. Ella aspetterà di sentire le definitive deliberazioni del signor ministro.

Dopo osservazioni di così grave importanza quasi mi vien

meno il coraggio ad intrattenere il Senato delle lagnanze che si mossero dal signor ministro intorno alle osservazioni fatte dalla Commissione sulla forma del bilancio e sulla necessità di controlli economici; tuttavia prego il Senato di concedermi che sopra di ciò aggiunga brevi parole.

Il signor ministro si dolse perchè la Commissione abbia dichiarato che le innovazioni fatte nel bilancio di quest'anno ne rendano assai difficile e non appagante l'esame. Egli forse non badò che subito dopo la Commissione ne addusse il motivo accennando che l'esame del bilancio riusciva difficile e non appagante, non già perchè la nuova forma che vi si è data sia per se stessa cattiva, ma perchè rese necessario uno scompartimento categorico delle spese diverso da quello che si è usato finora, cosicchè in una delle nuove categorie si trovano assegni o porzioni di assegni che altre volte erano iscritti in tutt'altre categorie, la qual cosa è per tutti evidente come renda difficili i confronti.

Le osservazioni della Commissione non erano punto dirette a biasimare questa nuova forma di bilancio, quantunque anch'essa sia imperfetta e possa dare luogo a molte osservazioni delle quali nessuno potrebbe giustamente adontarsi.

Ma ciò che la Commissione ha creduto più utile di osservare è la sconvenienza di assegni che sommano a meglio di otto milioni, senza alcun vincolo di applicazione, piuttosto ad uno che ad altro reggimento, piuttosto ad uno che ad altro articolo di spesa.

Il signor ministro addusse alcune ragioni per le quali crede conveniente che il Ministero possa liberamente spaziare in così vasto campo, la qual cosa egli non potrebbe qualora gli assegnamenti fossero per legge divisi in più categorie; ma la Commissione non sa vedere in ciò tutta la convenienza che il signor ministro vi scorge. Tuttavia egli ha dovuto osservare che la Commissione si restrinse a domandare non già la divisione degli assegnamenti in molteplici categorie, ma bensì lo scompartimento dell'assegnamento fatto all'unica categoria di un'arma qualunque in distinti articoli per reggimento e per ciascun principale oggetto di spesa, come saviamente fu prescritto con recenti disposizioni dal Ministero delle finanze. Questo scompartimento non impedirebbe in alcun modo le facilità desiderate dal signor ministro, ma rendendo necessario un decreto reale, perchè gli assegni di un articolo siano applicati ad un altro, farebbe sì che i motivi ne fossero adottati e darebbe alle amministrazioni ed ai controlli un mezzo indispensabile di vegliare alla giusta applicazione delle spese e di tenere per ciascun corpo un esatto conto di ciò che gli è assegnato e di ciò che gradatamente gli si paga.

Non meno gravi inconvenienti la Commissione scorge nella confusione di assegni affatto diversi in un solo foglio di competenze ed in un solo mandato. Non ultimo fra questi inconvenienti è quello che mentre si hanno categorie specialmente aperte in bilancio per le spese del pane, per le spese dei foraggi, per gli assegni ai decorati e per altre simili, una parte delle spese per ciò occorrenti si dovrà pagare coi fondi di altre categorie, cosicchè lo spoglio dei conti darà come speso per pane, per foraggi un meno di ciò che siasi speso veramente.

Il signor ministro si meraviglia che la Commissione abbia suggerito di avere per tempo di pace un modo di amministrazione più severo che in tempo di guerra, mentre invece è appunto in questo tempo che maggiore è il pericolo degli abusi e per ciò vieppiù necessaria la vigilanza; ma il signor ministro non ha forse riflettuto che non è perchè si creda meno importante la vigilanza economica in tempo di guerra ma sibbene per la somma difficoltà di poterla esercitare che

da noi, siccome in altri paesi, si usa di rinunciare a certe cautele che in tempo di pace non si debbono tralasciare.

Resterebbe ancora di far parola della necessità dei controlli economici; ma poichè il signor ministro si dichiarò così illuminato in fatto di militare amministrazione da poter con sicurezza affermare che il peggior modo di amministrare è quello che va soggetto a simile controllo, riesce affatto inutile di entrare in una lunga discussione su questo argomento; epperò io tralascio di opporre contro questa sentenza l'opinione di uomini versatissimi nelle cose di amministrazione, sia civile, sia militare; tralascio di addurre l'esperienza da noi fatta vantaggiosamente anche in tempi difficilissimi; tralascio di opporre ad un esempio da lui citato cento esempi di abusi impediti o scoperti e puniti in grazia dell'economico controllo; tralascio in fine di opporre al nostro egregio ministro un altro valente generale, ministro della guerra, che era ministro del re dei Francesi, e non è gran tempo, che proclamava la somma importanza di avere per l'esercito un forte e indipendente controllo amministrativo. La questione è troppo grave e riuscirebbe troppo lunga perchè si possa discutere oggi pienamente.

PRESIDENTE. Nell'ordine della discussione la parola appartiene al senatore Galli.

LA MARMORA, ministro della guerra. Domando la parola. I complimenti che il relatore della Commissione ha ben voluto farmi nel suo discorso, sicuramente sono fatti per diminuire l'impressione che aveva in me destata la relazione della Commissione. Si stupisce il signor relatore che una tale impressione si sia in me destata. E io credo di non essere il solo che abbia interpretata la detta relazione come una severa ed amara censura del mio operato; tutti coloro che me ne parlarono mi osservarono quanto sia ostile e severa. Del resto io m'immagino che tutti i signori senatori l'abbiano letta; e penso che malgrado i complimenti che ha ben voluto farmi il signor relatore (che io credo anche esagerati) essi abbiano potuto giudicare come non vada esente da acrimonia neanche il discorso ch'egli viene ora di pronunziare.

Il signor relatore si è in primo luogo lagnato che io abbia rivolto contro la sua sola persona le osservazioni che spettavano a tutta la Commissione osservando giustamente che quel lavoro non era lavoro del relatore, ma bensì della Commissione. Per questo faccio le mie debite scuse alla Commissione, e non esito un momento a farle; e prego il Senato a voler attribuire questo mio errore a mancanza di pratica nelle discussioni parlamentari.

Non parlo mai delle cose che non riflettono il militare, e anche nelle discussioni su cose militari parlo il meno possibile. Non è dunque da stupirsi se talvolta manco di quelle forme, e anche apparentemente di quei riguardi che sicuramente non è mia volontà di omettere mai.

Ciò premesso mi giova ribattere alcune nuove osservazioni del senatore Colla.

Persiste il signor relatore (adesso il discorso non è più a nome della Commissione ma in nome suo) a volere definire come nuovi aumenti e sviluppiamenti dei miei vasti disegni quelle poche modificazioni che io ho creduto di poter ancora introdurre in questo bilancio; egli appoggia particolarmente i suoi ragionamenti, dicendo che non si può chiamare riduzione là dove vi è una maggiore spesa; per verità è minima; si tratta di mille e qualche lira, ma è sempre una spesa e non è una riduzione.

Io che amo attenermi il più possibile alle cifre e il meno possibile alle parole, osservo sopra un calcolo, che io credo

esatto poichè fatto da un impiegato che è fra i più capaci che abbia il Ministero, il confronto fra il 1851 e il 1852.

La fanteria di linea costava nel 1851 10,698,000 lire, o nel 1852 la vedo costare 10,234,000 lire, il che vuol dire 464,000 lire di riduzione. Spero che questo si chiami una riduzione; bersaglieri nel bilancio del 1851 costare 1,782,000 lire; nel bilancio attuale 1,563,000: risparmio 217,000 lire.

In egual proporzione una riduzione si osserva su tutte le altre categorie: egli è evidente che quella specie di ostilità che il signor relatore si piace chiamare semplici osservazioni non è prodotta che da un bisogno generalmente sentito di far delle economie.

Io lo riconosco volentieri, ma prego il Senato di osservare che in tutti i bilanci (e credo che l'attuale è il terzo che presento) vi è una graduale diminuzione di spese.

Io non mi sento assolutamente capace di venire di sbalzo a riduzioni maggiori di queste, massime se si consideri quanto accennai circa al personale numeroso di ufficiali e sottufficiali che trovai sovrabbondanti; senza ciò, io sarei andato molto più a rilento nell'adottare una nuova organizzazione dell'artiglieria e della cavalleria: appunto l'ho fatto appena arrivato al Ministero, perchè contemporaneamente alle organizzazioni poteva far forti riduzioni.

Sento per troppo il bisogno di far ancora delle riduzioni; ma perchè queste non abbiano da compromettere l'armata vogliono essere fatte con gran riflesso e gradatamente.

Tanto è vero che mi sento incapace di andare di sbalzo a riduzioni straordinarie, come mi si vorrebbe spingere da alcuni, ch'io vedevo con certa soddisfazione nello scioglimento di questa ingrata questione un mezzo di levarmi onoratamente d'addosso questo grave carico, malgrado il modo tutt'altro che per me scoraggiante con cui ha parlato il signor relatore.

Il senatore Colla crede poi che le compagnie siano già state soppresse, e che in conseguenza io sia andato errato nel dire che esistevano i quadri di tutte quante le compagnie. Vero è che nel bilancio non figurano queste compagnie di deposito, ma vero è altresì che come io sperava di arrivare col tempo a questa formazione e riduzioni nello stesso tempo dei reggimenti a 4 battaglioni e dei battaglioni a 4 compagnie, benchè queste compagnie di depositi non figurassero più nel bilancio, esistevano tuttora nei reggimenti nè furono mai sciolte: dunque sta giusta l'osservazione del senatore Colla che non figurano nel bilancio, e sta anche la mia asserzione che vi esistono, dimodochè sta la facilità delle leggiere modificazioni che io intendo dare ai reggimenti di fanteria.

Il signor senatore ha voluto rivenire sulle cose dette circa al 1850; io mi limito a dire che ieri non sono gli esempi che mi abbiano mancato per provare come pur troppo nel 1850 la nostra armata non fosse in caso di sostenere il confronto delle altre armate europee, e come era molto al disotto di quella i cui vizi ci si rivelarono nel 1848.

Nel 1850 io ho fatto un primo viaggio all'estero per visitare l'organizzazione degli altri paesi. Ho visto due grandi armate, poi molte altre più piccole. Posso assicurare che quando rientrai in patria mi trovai, se non unilito, almeno grandemente afflitto di vedere in qual modo noi eravamo al di sotto in istruzione, in disciplina, in composizione alle altre...

LA MARMORA ALBERTO. Domando la parola.

LA MARMORA, ministro della guerra... ma poi quello che più monta si è che io vorrei che il Senato si persuadesse che dal 1850 in qua le armate hanno fatto progressi im-

mensi, massime armate che sono a noi vicine, di modo che se non possiamo pareggiarle nella forza, abbiamo almeno un'organizzazione che ci permetta di eguagliarle in istruzione e in disciplina.

Finirò coll'osservare che io mi spiegai probabilmente male, (e mi arriva spesso) quando parlai di controllo. Mi rammento di aver detto che in quanto all'amministrazione generale dello Stato io mi rimetteva pienamente alla lunga esperienza e capacità del signor relatore; io mi ristrinsi a parlare d'amministrazione speciale, e direi anzi infima.

Le mie osservazioni in fatti riflettevano i fogli di competenze ed i registri che si tengono dalle compagnie, pei quali esponevo l'avviso mio che dovessero essere cioè della massima semplicità; ma io non intesi in nessun modo di dichiarare l'inutilità dei controlli, nè di quello generale a cui presiede degnamente il signor relatore, nè di quelli parziali e speciali all'amministrazione della guerra, dei quali anzi riconosco tutta la necessità, tanto più dopo che sono al Ministero.

COLLA, relatore. Domando la parola per un fatto personale.

PRESIDENTE. Il senatore Colla ha la parola.

COLLA, relatore. Il signor ministro mi ha fatto quasi comparire come io fossi quello il quale dimandi delle riforme intorno alla formazione dei quadri. Io non ho mai chiesto nessuna di queste cose; anzi ho convenuto a che si conservi il sistema attuale come è; e se è necessario, anche la forza dell'armata tale quale è proposta; ma la sola cosa che ho detto, la sola cosa che mi dava diritto di osservare, è che non si può e non si deve dare all'attuale ordinamento l'aspetto di un ordinamento definitivo. Io ho creduto e credo tuttora che il volere accrescere i venti battaglioni ai reggimenti di fanteria è veramente, come il signor ministro l'aveva altre volte dichiarato, è veramente, dico, il volere sviluppare l'ordinamento immaginato, un voler credere quell'ordinamento definitivo.

Io credo che quest'ordinamento non si può sviluppare nel suo totale; non si può rendere definitivo, quand'anche si facesse con qualche risparmio di spesa, se la cosa non è prima studiata e maturata come richiede la gravezza delle circostanze.

Questa è la sola cosa che la Commissione ha domandato al signor ministro; e desidera che egli, prima di dar passo a queste sue innovazioni, siano anche economiche, se gli piace, voglia che la cosa sia esaminata con maturo studio, e veda anche in seguito alle osservazioni che vennero fatte al Senato e da lui sentite per parte di generali assai esperti e versati nelle cose di guerra, voglia esaminare bene se veramente non sia possibile di trovare un ordinamento che alquanto meglio convenga allo stato delle nostre finanze, alla condizione del nostro paese, ed anche agli interessi dei cittadini che sono, colla leva, tratti dalle case loro, e costretti ad intraprendere una carriera che non è la loro naturale, una carriera che non assicura loro un'esistenza per l'avvenire, almeno per la massima parte di essi.

LA MARMORA, ministro della guerra. Domando la parola.

Io credo di dover ancora al Senato una dichiarazione.

Il senatore Colla persiste nel credere che io non debba fare modificazioni all'ordinamento attuale della fanteria, e vi persiste particolarmente nella persuasione nella quale si trovava tutta la Commissione, che operate queste modificazioni non si possono più fare delle riduzioni, ciò massime per aver dichiarato ch'io considerava questa formazione come normale.

È verissimo che io dissi che questo bilancio era da me riguardato come normale, ma essenzialmente normale per la formazione non per le spese.

Ora le poche modificazioni ch'io intendo portare alla fanteria non sono certamente per incagliare quelle future riduzioni che si credono di dover fare, come quelle che non pregiudicano per niente l'organizzazione graduale numerica portata dalla legge 7 luglio 1851.

Epperò io non posso aderire a rimandare ad altro tempo queste modificazioni, in quanto che io credo l'ordinamento attuale essenzialmente vizioso. Io faccio il massimo caso dei consigli, dei lavori della Commissione, ed in specie di quelli del congresso della guerra, presieduto così degnamente dal senatore Bava; ma sul modo e necessità di riparare a questo vizio ho una convinzione talmente profonda che ritardando ancora crederei mancare essenzialmente al mio dovere di ministro.

PRESIDENTE. Concedo di nuovo la parola al senatore Galli, il quale avrebbe dovuto averla prima del senatore Colla che ha avuto facoltà di parlare in quanto che l'aveva chiesta per un fatto personale. A questo proposito però mi duole dover notare che la risposta del senatore Colla si è aggirata su materia che non era affatto personale.

GALLI. Signori, se si esamina il bilancio della guerra nel suo complesso, certamente la somma di lire 30,910,048, oltre altri 10 milioni circa per la difesa generale, sembra eccessiva; e veramente sarebbe a desiderarsi un'organizzazione militare tale che potesse offrire una valida difesa con mezzi più proporzionali al bilancio attivo; con tutto ciò la Commissione dopo una critica severa finì per approvarlo colla riserva di non considerare il bilancio di quest'anno che come anormale, voluto dall'anormale condizione politica in cui ci troviamo tuttora egualmente che altre nazioni a noi vicine.

Signori, io mi atterro a considerazioni generali, tale essendo per ora lo stato della discussione, io penso presentare considerazioni di un altro ordine che hanno, sono certo, molta gravità, massime in questo Consesso e farò osservare che i corpi politici, come gl'individui, sentono il bisogno, la necessità della loro esistenza. Tutti gli Stati hanno una politica particolare dettata da speciali considerazioni e soprattutto dalla posizione geografica; il loro proporzionato sviluppo, la durata della loro vita politica sono la prova che la politica particolare seguita dal paese era quella che più conveniva alla sua posizione; l'abbandonarla per seguirne un'altra, e sarebbe cambiarla il non essere armati come le altre volte, è cosa pericolosa, ancorchè si volesse con ragioni speciali giustificare.

La politica nostra, massime dopo Emanuele Filiberto, fu sempre quella, come c'insegna la storia, d'aver una forza militare proporzionata ai mezzi del paese, per questa unire al partito politico, alle potenze di cui i nostri sovrani erano gli alleati e sovente con impegno ricercati. Il risultato incontestabile ne fu l'aumento progressivo dello Stato e la sua importanza politica: signori, si folga questo, cosa saremmo noi, che ora liberamente parliamo? Saremmo un insignificante Stato d'Italia, occupato quest'oggi sicuramente da forza straniera, come sott'occhio ne abbiamo i tristissimi esempi.

Lo stato militare del paese contribuì nei tempi andati, come ultimamente, a rendere accettabili le condizioni di pace dopo il rovescio di Novara, perchè e la possibilità di prolungata guerra tra le fortezze d'Alessandria, Genova e gli Appennini, e le imponenti forze necessarie per occupare il

paese sarebbero state per le circostanze dell'Austria in quel punto e troppo gravose e troppo incerte.

Non mi mancherebbero gli esempi di consimili tratti nella nostra storia di tre secoli addietro; tutti gli storici, tutti gli scrittori politici di quell'epoca lodano la fermezza, la costanza dei nostri sovrani, i loro ordinamenti militari, il coraggio del paese; tutti questi esempi provano ad evidenza la necessità in cui siamo di non abbandonare la politica particolare a cui io accennava.

Se insisto su questo punto, non è certo ch'io creda che si voglia adottare altri principii, ma temo a troppe lusinghe sulle economie possibili sui bilanci che riflettono la difesa del paese; sarà miglior consiglio il cercarle in una più economica organizzazione, in parte col ristabilimento dei reggimenti provinciali, ridotti però a nuova forma, come accennò particolarmente il distintissimo senatore, il maresciallo, e non tutte le possibili economie negli altri dicasteri, che non tanto da vicino possono riguardare la vita politica del paese.

Signori, io ho percorso alcuni antichi bilanci, dal 1780 al 1788, che tengo fra le memorie di chi in allora, per ragione d'impiego, era membro del Consiglio di finanze, e bene mi risulta che, annata comune, l'entrata fu di 26,216,000, lasciando i rotti, e compresa l'aggiunta del quinto per pareggiare la moneta nuova all'antica; la spesa dello stato militare fu di lire 11,489,850; perciò il bilancio militare era di 11 su 26 del totale. Il bilancio militare pel 1852 è di 29,910,048

su 80 milioni disponibili; dedotto l'interesse del debito pubblico, la proporzione sarebbe del 30 su 80. In un caso come nell'altro, le spese riguardanti la difesa del paese superano il terzo dell'entrata e non avvi gran diversità di proporzione. Certamente nessuno di noi vorrà mettere in confronto lo stato normale dal 1780 al 1788 coi tempi che corrono; ma ciò lo adduco come prova, che sempre anche quando erano epoche di pienissima pace, mai il Governo abbandonò la politica particolare dello Stato.

Giacchè siamo tuttora nella discussione generale che mi permise queste digressioni, finirò con una considerazione, che credo dover essere di sommo peso, e che indurrà a non mai perdere di vista la questione di cui si tratta, ed è questa: che nessuno di noi vorrà che la storia possa dire un giorno che la monarchia di Savoia, che sotto il Governo assoluto s'ingrandì gloriosamente, ha perso la sua importanza politica dacchè divenne monarchia costituzionale, perchè cessò d'essere armata, ed abbandonò la sua politica particolare che l'aveva portata al punto in cui si trovava. Questo deve fermare le idee di tutti i cultori dell'ordine costituzionale monarchico di cui noi siamo i naturali conservatori.

PRESIDENTE. La parola apparterrebbe al senatore Bava, ma mi ha fatto conoscere che dovendo parlare alquanto proliissamente, desidera che la discussione sia rimandata a domani. Io sciolgo perciò la seduta.

La seduta è levata alle ore 5.